

**Réponses de Pascal Poirot
& de Sébastien de Larminat, suppléant,
candidat aux législatives dans la 2^{ème} circonscription des Yvelines
sur les 15 propositions des 4 associations :**

**Actionaid, CCFD-terre solidaire,
Oxfam France, Secours Catholique-Caritas France**

Proposition n°1 : Oui, je m'engage

Le reporting public pays par pays est une mesure simple et applicable.

En effet, les entreprises disposent déjà de ces données en interne. Ce serait donc un progrès. Pour le registre public des bénéficiaires, ce sera plus difficile, car il concerne de vastes réseaux de corruption et de blanchiment international qui exerceront leur influence pour ralentir une telle évolution.

Un des moyens pour préparer cet obstacle serait de lutter contre la déconnection entre domiciliation fiscale et lieux des activités réelles des entreprises.

Si je suis élu, je travaillerai sur ce sujet avec Christian Chavagneux, journaliste à Alternatives économiques, auteur de plusieurs livres sur le sujet.

Proposition n°2 : Oui, je m'engage

La progressivité de l'impôt sur le revenu me paraît relativement correcte. En revanche, il y a effectivement beaucoup de tri à faire sur les crédits d'impôts, dont certains sont inutiles et ne remplissent aucun objectif réel de Bien Commun. Ils permettent parfois à des gens très aisés de payer moins d'impôts que les classes moyennes. C'est donc surtout cette abondance de niches fiscales qui rend l'impôt insuffisamment juste.

Proposition n°3 : Oui, je m'engage

Au-delà de son volet purement financier, l'aide au développement doit aussi être accompagnée d'une aide personnalisée. Pour cela, le Ministère des Affaires Etrangères pourrait répartir et déléguer aux régions l'aide au développement dans certains pays du Monde. Ce serait pour les régions une belle aventure humaine, d'ouverture et d'échanges mutuels avec les pays concernés.

Par ailleurs, pour atteindre 0,7%, je serai favorable à l'instauration d'une taxe aux frontières Européennes pour les importations n'ayant pas été produites avec les mêmes externalités (protections sociales, travail de mineurs, dégâts à l'environnement, etc.). Cette taxe serait intégralement versée à un fonds de développement qui aurait justement pour but d'aider les pays et sociétés concernés à mettre en place des systèmes de retraite et de protection sociale, des dispositions pour mieux respecter l'environnement, etc.

Ceci étant, je suis sensible au discours de Dambisa Moyo, née en Zambie et qui explique dans son livre « *l'aide fatale* » que « *le modèle de dépendance de l'aide maintient le continent africain dans une perpétuelle enfance* ». Elle fait le constat que « *les pays subsahariens... ont reçu plus de 300 milliards de dollars depuis 1970... Or, le taux de pauvreté... est passé de 11% à 66%* ». L'aide internationale, dit-elle, « *est une drogue et le sevrage ne sera pas aisé* ». Il faut donc jouer d'autres solutions : remettre en cause l'organisation mondiale du commerce qui fait la promotion des réductions de frais de douanes. Il faudrait permettre aux pays du Sud de se protéger des importations du Nord.

Proposition n°4 : Oui, je m'engage.

La proposition, telle qu'elle est rédigée, est toutefois difficile à tenir : en effet, le risque 0 n'existe pas. La taxe dite Tobin serait effectivement une bonne chose, mais sera très difficile à imposer. En revanche, beaucoup d'autres mesures pourraient permettre d'aller dans le bon sens. Par exemple, donner un droit de préemption aux salariés et managers pour reprendre une entreprise, par exemple sous forme de SCOP, et éviter ainsi de voir tant d'entreprises passer sous les fourches caudines de financiers qui ne cherchent qu'à faire une grosse plus-value à 3/5 ans au détriment souvent des intérêts long terme de l'entreprise et des différentes parties prenantes.

Proposition n°5 : Oui, je m'engage

Le mot le plus important de votre proposition me semble « participation active ». Il est en effet très important que l'aide au développement ne crée pas de dépendance vis à vis du prêteur ou du donneur, mais contribue à la montée en compétence des acteurs locaux. Si un projet aidé nécessite l'intervention d'une entreprise ou d'un conseil non local, je ne serai pas opposé à ce que les entreprises Françaises soient privilégiées quand la compétence existe.

Proposition 6 : Oui, je m'engage

Concernant les énergies fossiles, nous devons travailler à leur réduction et développer en parallèle les énergies renouvelables (avec discernement toutefois, notamment pour l'éolien qui doit être limité à l'offshore strict). La question climatique n'est pas la seule qui m'interpelle : l'addiction aux énergies carbonées nous rend dépendant de fournisseurs qui ne me semble pas toujours respectueux des droits de l'homme. Ce sont souvent eux qui financent notre dette publique et je ne suis pas certain que notre indépendance diplomatique n'en souffre pas. Par ailleurs, nous avons le devoir d'entreprendre tous les efforts nécessaires afin que les coûts économiques et sociaux dérivant de l'usage des ressources naturelles communes soient établis de façon transparente et soient entièrement supportés par ceux qui en jouissent et non par les autres populations ou par les générations futures.

Pour le timing de ces transitions, l'échéance de 2020 doit être regardée avec prudence et l'objectif de 2050 nécessitera de gros efforts de recherche sur les énergies alternatives.

Proposition 7 : Oui, je m'engage

Je partage l'objectif général d'autant plus que le développement des agro-carburants nécessite souvent des détaxations qui grèvent des budgets publics déjà bien déficitaires. Une seule réserve néanmoins : quelques plantes comme certaines espèces de Jatropha qui ont le grand avantage de pousser en zones désertiques et donc de limiter la désertification. Le fait qu'elle produise en plus des huiles énergétiques ne devrait pas les faire rentrer dans les cultures à bannir dans le cadre de la proposition n°7, sauf à ce qu'il existe des plantes équivalentes produisant les denrées comestibles.

Proposition 8 : Oui, je m'engage

D'une manière générale, les pays qui souffrent le plus de la période chaude contemporaine sont des pays pauvres. Il faudrait néanmoins ne pas trop cloisonner les aides « adaptation au changement climatique » et « développement » et privilégier au contraire les projets qui travaillent sur les 2 registres.

Proposition 9 : Oui, je m'engage

Mon commentaire de la proposition 8 va dans le sens de la proposition 9.

Proposition 10 : Oui, je m'engage

Le 1er principe clé est de permettre au producteur agricole de vivre de sa production.

Le second est que l'agriculture paysanne est plus écologique que l'agriculture industrielle qui n'est pas toujours pas suffisamment raisonnée. La question devient dès lors : comment réintroduire dans le prix des produits issus de l'agriculture intensive, le coût de toutes les externalités, positives et négatives qu'il faut prendre en compte dans le domaine rural ? En effet, l'agriculture joue aussi un rôle d'aménagement du territoire.

Proposition 11 : Oui, je m'engage

Savoir accueillir dignement autrui, a fortiori quand il est dans la difficulté est un incontournable de l'honneur de la France.

Le droit d'une personne à pouvoir rester dignement sur la terre de ses ancêtres est également une valeur incontournable à respecter.

De ce fait, au-delà des pistes évoquées dans la proposition 11, les efforts internationaux pour accueillir les réfugiés au plus près de la terre qu'ils fuient doivent être intensifiés.

Il y a également en France des personnes qui se sentent oubliés : il faut donc prendre garde que l'accueil de migrants sur notre sol ne soit pas vécu par ces personnes comme un traitement discriminatoire à leur égard. Ainsi, un effort d'accueil important de migrants devra être combiné avec un grand plan de lutte contre la pauvreté et la solitude.

Par ailleurs, l'Etat ne doit pas forcer les communes à recevoir des migrants. En effet, certaines communes volontaires pour accueillir 2 ou 3 familles se sont vues refuser d'en accueillir au motif car l'Etat ne voulait pas faire des groupes trop petits. C'est au contraire un accueil familial et à taille humaine qui aura plus de chances de réussir.

Enfin, au-delà des 15 propositions, je formulerai une proposition 16 qui a un objectif long terme de maintenir dans leurs pays, les élites des pays en voie de développement, pour créer les conditions d'un développement durable et paisible limitant à terme les zones de tension dans le Monde.

Proposition 12 : Oui, je m'engage.

L'accord avec la Turquie me choque profondément.

Proposition 13 : Oui, je m'engage

Cette proposition soulève le problème des sous-traitances en cascade.

Lorsque ces sous-traitances se font dans des pays hors Union Européenne, la proposition 13 peut se combiner avec la piste d'une taxe « externalités » décrite dans les commentaires de la proposition 3.

Proposition 14 : Oui, je m'engage

Comme pour l'agriculture paysanne (proposition 10), un des points clés soulevés par cette proposition est le droit de la personne à disposer d'un revenu décent pour son travail. Les commentaires des propositions 3 et 13 sont également en lien avec cette proposition 14.

Proposition 15 : Oui, je m'engage

Il y a beaucoup à faire dans de nombreux pays pour faire respecter le droit des femmes.

Il sera cependant utile, notamment dans les pays occidentaux, de veiller à ce que les promoteurs de la théorie du genre n'ajoutent pas des objectifs artificiels qui, de fait, ne servent pas la cause des femmes. Cf. à ce sujet les écrits de Gabrielle Cluzel, Stéphanie Bignon, ou encore Constanza Miriano, journaliste Italienne.

Au-delà des 15 propositions, je me permets de rajouter 3 suggestions que je souhaiterai porter à l'Assemblée :

Proposition 16

Développer les initiatives pour que les élites des pays en voie de développement puissent être formées sur leur continent dans des universités de haut niveau et retournent ainsi plus volontiers dans leur pays au service de leurs concitoyens plutôt que de servir dans les grandes multinationales occidentales s'ils venaient étudier en Europe ou aux USA.

Par exemple, des projets comme ICSIA (International Campus for Sustainable and Innovative Africa) doivent être encouragés. Ce serait par ailleurs un moyen de faire rayonner dans le monde le savoir faire universitaire Français.

Proposition 17 & 18

Un des objectifs ultimes de vos 4 associations est de développer la fraternité dans le Monde et en France en particulier.

Pour notre pays, il est urgent de rétablir cette fraternité, de développer le sentiment d'appartenance à une même communauté nationale, pour porter ensuite dans le monde un message spécifique que la France porte historiquement.

Pour cela, je préconise 2 grandes propositions :

Proposition 17 : développer les initiatives comme les écoles Espérance Banlieue, modèle très puissant de développement de fraternité avec des élèves de multiples origines, nationalités, milieux sociaux, cultures, religions, etc.

Proposition 18 : réinventer un service national associatif, civique ou militaire. L'idée est que chaque jeune Français donne 8 à 10 mois de sa vie au service du Bien Commun, qu'il côtoie à cette occasion des jeunes d'origine géographique, sociale, religieuse, etc. différentes et fraternisent avec eux.

Espérant avoir répondu à votre attente,
Très cordialement.

Pascal Poirot & Sébastien de Larminat
Voisins le Bretonneux, le 3 juin 2017